



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 420 – 29 octobre 2021

❖ Régional

Lancement officiel du projet PARFID

Le lancement officiel du Projet d'appui régional à la formation des cadres des impôts et des douanes (PARFID) [a eu lieu](#) à Abidjan les 13 et 14 octobre 2021. Financé par la Direction générale du trésor (DGT) français **et mis en œuvre par Expertise France**, il vise à accompagner l'amélioration des dispositifs de formation des administrations des douanes et des impôts de 14 Etats membres de l'UEMOA et de la CEMAC. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Plan d'investissement stratégique pour le développement (PISD) 2020-2023 et a pour objectif de contribuer à un renforcement durable de la capacité des pays à mobiliser des ressources intérieures.

Mise en place de la facilité G5 Sahel

Le 21 octobre 2021, les pays membres du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) [ont lancé](#) la facilité G5 Sahel, visant à soutenir les populations de la zone. Cette initiative, dotée d'un fonds initial de 50 M EUR octroyé par **l'Allemagne**, **mettra en œuvre** des projets sociaux afin de lutter contre la pauvreté et visant entre autres à fournir aux populations des points d'eau, des centres de santé ou encore des écoles. Elle visera également à renforcer la coordination et la coopération régionale en termes de politiques de développement et d'actions sécuritaires. Par ailleurs, le 25 octobre

LE CHIFFRE À RETENIR

1,1 Md EUR

Le montant du 3^{ème} C2D signé entre
la Côte d'Ivoire et la France

suivant, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) le G5 Sahel, ont procédé à la [signature d'une convention de collaboration](#) au profit du développement dans les espaces d'intérêt commun.

La Gambie, la Guinée-Bissau et le Sénégal inaugurent la sous-station de Soma

Le 23 octobre 2021, les chefs d'Etat de la Gambie, de la Guinée-Bissau et du Sénégal [ont procédé](#) à l'inauguration de la sous-station électrique de Soma, réalisé dans le cadre du Projet Energie (PE) de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG). En effet, les pays irrigués par le fleuve Gambie ont entrepris d'exploiter cette ressource hydroélectrique de manière commune. Ainsi, cette station, d'un coût de 700 M USD, permettra d'alimenter en électricité les 3 pays concernés. Elle est l'une des 15 sous-stations du PE-OMVG. L'alimentation en électricité de l'infrastructure sera assurée par les centrales hydroélectriques de Clatter et Suavity en Guinée.

Le fonds de l'OPEC accorde 25 M USD au Bénin et au Togo pour soutenir le PRIMA

Le Fonds de l'OPEC pour le développement international [a annoncé](#), le 22 octobre 2021, la signature d'un contrat de prêt de 15 M USD avec le Bénin et de 10 M USD avec le Togo pour soutenir le Programme régional d'intégration des marchés agricoles (PRIMA). Ce dernier a pour objectif de renforcer les secteurs agricole et du **commerce afin d'accroître durablement les revenus et la sécurité alimentaire des ménages ruraux** (estimés à 99 000 au Bénin et 45 000 au Togo). Les fonds permettront notamment la **réhabilitation de 9 marchés, 19 centres de collecte de produits, 500 km de sections de routes reliant les zones de production aux marchés et l'aménagement de 4 000 ha de terres agricoles.**

ABC Fund investit dans la transformation du karité en Côte d'Ivoire et au Mali

Le fonds Agri-business capital (ABC Fund) a annoncé [à travers un communiqué](#), le 26 octobre 2021, un investissement de 1,6 M EUR dans 2 entreprises de transformation de karité en beurre au Mali et en Côte d'Ivoire. Ainsi, ABC investira 800 K EUR dans la société Mali Shi, qui s'approvisionne auprès de 100 000 collecteurs dont 95% de femmes, avec pour objectif de **réduire sa dépendance vis-à-vis des négociants locaux et d'œuvrer pour la sécurisation des revenus des collecteurs.** La même somme sera également investie dans la société ivoirienne Bio Amandes, qui s'approvisionne localement auprès de 7 300 femmes, **pour l'acquisition de nouveaux équipements, l'achat de noix et de beurre de karité brut et la couverture des dépenses de fonctionnement.**

Accord entre Dakar Terminal et le Mali

Le 14 octobre 2021, la société Dakar Terminal (concessionnaire du terminal roulier du port de Dakar) et les Entrepôts Maliens du Sénégal [ont signé](#) un protocole d'accord afin de réduire le coût du passage portuaire de tous les camions citernes neufs en transit par le Sénégal. Cette

mesure permettra le renouvellement progressif du parc de véhicules commerciaux au Mali et renforcera la compétitivité de l'axe Dakar-Bamako.

🌿 Bénin

Aigle investit 16,8 M EUR dans une unité de textile industrielle

La Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) [a annoncé](#), le 20 octobre 2021, l'installation du groupe tunisien Aigle qui mettra en place une **unité de textile industrielle.** D'un montant de 11 Mds FCFA (16,8 M EUR), cet investissement vise à transformer le coton béninois en produits tricotés et tissés qui seront exportés vers l'Europe. Cette unité, dont la production devrait démarrer fin 2022, permettra également la création d'environ 2 000 emplois directs. Pour rappel, le [Bénin est le 1^{er} producteur de coton en Afrique](#), avec 728 000 tonnes lors de la campagne 2020/25021.

🌿 Burkina Faso

Institution d'une redevance pour l'indépendance financière de l'ARSE

Le Conseil des Ministres du 27 octobre 2021 [a adopté](#) un décret portant institution d'une redevance énergétique et détermination de la clé de répartition de cette redevance. Celle-ci servira à financer le budget de l'Autorité de régulation du secteur de l'énergie (ARSE) et à **alimenter le fonds d'équipement du ministère en charge de l'Energie.** L'adoption de ce décret permettra à **l'Etat de disposer d'une source de revenus en vue d'assurer l'indépendance financière du régulateur et de satisfaire aux exigences de l'entrée en vigueur du second compact du Millenium Challenge Account (MCA).** Le communiqué ne précise cependant pas les modalités financières et de mise en **œuvre** de cette taxe.

Accélération des dédouanements grâce à l'interconnexion de deux plateformes

Le ministère de l'Économie, des finances et du développement [a procédé](#), le 21 octobre 2021, au lancement de l'interfaçage des plateformes : SYLVIE (Système de liaison virtuelle des opérations d'importation et d'exportation) et SYDONIA (Système douanier automatisé). La première permet de simplifier les procédures d'obtention des certificats et attestations nécessaires au dédouanement des marchandises tandis que la seconde permet de traiter les déclarations en douane. L'interfaçage favorisera ainsi la réduction du temps nécessaire aux formalités de dédouanement des marchandises, le renforcement de la fiabilité et de la sécurité des données.

Adoption d'un référentiel pour le déploiement de la fibre optique

Le 27 octobre 2021, le gouvernement [a adopté](#) le Référentiel général pour le déploiement des infrastructures de communication électronique en fibre optique (RGD-FO) au Burkina Faso. Le RGD-FO constitue un repère sous forme de normes qui sera diffusé à l'ensemble des entreprises de construction d'infrastructures de télécommunication. Il permet de planifier et de suivre le déploiement des infrastructures large bande en fibre optique sur le territoire national.

🇨🇮 Côte d'Ivoire

Signature du 3^{ème} C2D avec la France

Le 27 octobre 2021 [s'est tenue](#) à Paris la cérémonie de signature du 3^{ème} contrat de désendettement et de développement (C2D) entre la Côte d'Ivoire et la France. Ce 3^{ème} C2D, dont la mise en œuvre et le suivi seront effectués par l'Agence française de développement (AFD), mobilisera des ressources d'un montant d'un peu plus de 1,1 Md EUR. Concrètement, la Côte d'Ivoire va rembourser une partie de sa dette à la France, mais ce montant sera placé sur un compte destiné à financer des projets de

développement dans le pays, sous la supervision de l'AFD. Les ressources seront entièrement consacrées aux priorités du gouvernement ivoirien, dans le cadre de son Plan national de développement (PND) pour la période 2021-2025. Pour rappel, environ 1,8 Md EUR a déjà été mobilisé lors des deux premiers C2D.

La banque belge BIO ouvre son premier bureau africain à Abidjan

La Société belge d'investissement pour les pays en développement (BIO) [a procédé](#), le 14 octobre 2021, à la cérémonie d'ouverture de son 1^{er} bureau africain à Abidjan. Ce bureau couvrira tous les pays de l'UEMOA ainsi que le Ghana. La BIO, institution financière en faveur du secteur privé et du développement des PME, ciblera les secteurs des énergies renouvelables, des services financiers et l'agro-industrie. Sur plus de 125 M EUR investis en Afrique de l'Ouest, elle est engagée à hauteur de 31,6 M EUR dans le pays.

COVID-19 : chute d'environ 60% du trafic aérien de passagers à Abidjan en 2020

Selon le [bulletin d'informations statistiques du trafic aérien](#) de l'Autorité nationale de l'aviation civile de Côte d'Ivoire, le trafic aérien a connu un fort déclin en 2020, en lien avec la pandémie à COVID-19. En effet, 935 130 passagers ont atterri à l'aéroport international d'Abidjan en 2020 contre 2 271 700 en 2019, soit une diminution de la fréquentation de 58,8%. La proportion de passagers en provenance ou en partance vers les pays de la CEDEAO demeure toutefois la plus importante (36,8%), suivie de la France (24,2%). Par ailleurs, la diminution est moins prononcée concernant le fret (-4,8%) qui s'établit à 26 661 tonnes de marchandises en 2020.

🇬🇲 Gambie

Le pays va accorder de nouvelles licences pour le bloc pétrolier A1

Le ministère du Pétrole et de l'Énergie gambien [a annoncé](#) qu'il ouvrirait un mini-cycle de licences

pour le bloc A1 lors de l'Africa Oil Week, qui se tiendra du 8 au 11 novembre 2021 à Dubaï. Accordé initialement à la société britannique BP en 2019, le bloc A1 est devenu disponible en août de cette année après que la société ait quitté le site en acceptant de régler 29,3 M USD pour le forage manqué du puits d'exploration pétrolière. Selon le Secrétaire permanent du ministère, l'objectif clé à travers la conception du cycle d'octroi de licences est d'assurer : (i) un régime fiscal attractif ; (ii) la transparence du processus et (iii) la clarté des prérequis techniques et financiers.

Guinée

La Fondation Orange Guinée inaugure 3 nouvelles Maisons Digitales

Dans le cadre de son programme "Maisons Digitales", la Fondation Orange Guinée (FOG) [a procédé](#), les 22 et 23 octobre 2021, aux cérémonies d'ouverture de 3 nouvelles maisons digitales. En vue de contribuer à leur autonomisation, ce programme vise à offrir aux femmes vulnérables un accès aux outils numériques leur permettant d'acquérir une formation. A cet effet, la FOG a noué un partenariat avec l'ONG MindLeaps et renforcé le partenariat existant avec Wafrica Guinée.

Libéria

25,6 M USD du PNUD pour lutter contre l'érosion côtière

Le 18 octobre 2021, [s'est tenu le lancement officiel](#) du projet de résilience climatique métropolitaine de Monrovia ([MMCRP](#)). Ce projet, entrepris avec le soutien du PNUD et le financement du Fonds vert pour le climat, soit 25,6 M USD, vise à lutter contre l'érosion côtière dans le canton de West Point, en soutien au Plan national d'adaptation climatique. **D'une durée** de 6 ans, il devrait contribuer à protéger les activités de subsistance de près de 250 000 personnes. Pour rappel, le PNUD a investi 2 M

USD en 2020 pour la construction de revêtements côtiers dans les villes de New Kru et Monrovia.

Mali

Don de 1,5 M EUR du Japon pour lutter contre l'insécurité alimentaire

Le gouvernement du Japon [a accordé](#), le 28 octobre 2021, un don d'environ 1,5 M EUR au Programme alimentaire mondial (PAM) afin d'améliorer la sécurité alimentaire des familles et de renforcer la résilience des communautés vulnérables au Mali. Cette contribution devrait bénéficier directement à près de 122 000 personnes, dont 27 000 en situation d'insécurité alimentaire, et ciblera les régions du centre et du nord du pays.

Mauritanie

La BM recommande de porter les recettes fiscales à 17% du PIB

Selon la [dernière Revue des dépenses publiques de la Mauritanie](#) effectuée par la Banque mondiale, grâce aux réformes engagées par le gouvernement, le solde budgétaire est passé d'un déficit de 2,7% du PIB en 2014-2015 à un excédent de 1% du PIB en 2016-2019, soit l'une des meilleures performances d'Afrique subsaharienne. **L'amélioration du solde budgétaire** et la reprise de la dynamique de croissance pré-COVID-19 a permis de réduire la dette publique de 76,5% du PIB en 2015 à 73,5% en 2020. Cependant, bien que la dette publique reste soutenable, le risque de surendettement demeure élevé. Ainsi, afin de préserver la viabilité des finances publiques et de la dette, **l'institution** recommande une meilleure mobilisation des recettes fiscales pour la porter à environ 17-17,3% du PIB (soit 2 à 3% de plus que qu'actuellement), en rationalisant les dépenses fiscales inefficaces (3,4% du PIB en 2019) et en améliorant le rendement des impôts sur les

salaires (1,6 % du PIB actuellement, contre 2 à 3 % pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne).

Le code des hydrocarbures bruts en cours de révision

La Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale mauritanienne [a examiné](#), le 26 octobre 2021, une proposition faite par le gouvernement destinée à modifier le Code des hydrocarbures bruts. Les modifications visent entre autres à : (i) attirer des investisseurs dans les zones isolées ou ayant des spécificités techniques difficiles et (ii) encourager la participation des nationaux dans ce secteur.

Niger

Le parlement ratifie 5 accords de prêts d'un montant total de 121,5 M USD

Le 22 octobre 2021, l'Assemblée Nationale a [examiné et adopté](#) 5 projets de loi portant ratification **d'accords** de financement pour un montant total de 121,5 M USD. Avec la Banque **d'investissement** et de développement de la CEDEAO (BIDC), il **s'agit** de 4 accords de prêt qui permettront de financer partiellement : (i) le Projet **d'électrification** rurale par systèmes solaires photovoltaïques de 250 localités pour un montant de 39,7 M USD ; (ii) le Projet d'extension et de renforcement du système d'alimentation en Eau Potable des chefs-lieux des régions de Maradi, Dosso et Diffa pour un montant de 56,7 M USD ; (iii) le Projet d'électrification des sites de réinstallation du Programme Kandadji et de renforcement du réseau de distribution électrique dans la zone du barrage pour un montant de 10,5 M USD ; (iv) le Projet **d'aménagements** hydro-agricoles des sites de réinstallation du Programme Kandadji pour un montant total de 14,6 M USD. Le dernier accord est relatif à un prêt de 42,7 M EUR et un don de 35,3 M DTS (42,8 M EUR) de la Banque mondiale pour le financement du Projet Communautaire de Prélèvement et de labialisation du Sand.

Sénégal

Amélioration de la transparence dans l'industrie minière

L'industrie minière sénégalaise [s'est vue attribuer](#) une excellente note, soit 93/100, dans la mise en **œuvre de la norme** ITIE 2019 par l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (EITI). Ce score reflète les progrès du pays en matière de gouvernance, d'accessibilité des données du secteur extractif et d'attribution des licences. Selon l'organisation, si le pays a progressé dans l'amélioration de la transparence des procédures d'attribution et de transfert des licences dans le secteur minier, un renforcement de la surveillance doit être mis en place concernant l'attribution des licences pétrolières et gazières en raison d'allégations d'activités irrégulières.

Creusement du déficit commercial de 60% en g.a. en août 2021

Selon le [Point mensuel de conjoncture](#) de la Direction de la prévision et des études économiques (DPEE), la balance commerciale s'est dégradée de 60,3% en août 2021 en glissement annuel (g.a.) pour atteindre 231,3 Mds FCFA (352,6 M EUR). Cela se justifie par une hausse plus importante des importations (+46% en g.a.) comparativement à celle des exportations (+32,3% en g.a.). Ainsi, les importations ont atteint 428,9 Mds FCFA (653,9 M EUR) en août 2021, en lien avec la forte augmentation des importations de produits pétroliers (+313,8% en g.a.). Du côté des exportations, elles se sont établies à 197,6 Mds FCFA (301,2 M EUR), en lien avec la hausse des ventes d'or brut (+22,5% en g.a.) et des produits halieutiques (+44,8% en g.a.).

Lancement du projet BioStar au Sénégal

Le 26 octobre 2021, [a eu lieu le lancement officiel](#) du projet BioStar au Sénégal visant à développer un secteur bioénergie innovant tout en répondant aux besoins des PME de

transformation agroalimentaire. Le projet ambitieux notamment de sécuriser **l'approvisionnement énergétique de ces PME** en convertissant leurs résidus agricoles en chaleur, force motrice ou électricité. Cinq filières **agroalimentaires sont au cœur du projet** : anacarde, karité, riz, mangue et arachide, choisies du fait de leur importance économique et de leur impact social. Pour rappel, ce programme, à vocation régionale (également **présent au Burkina Faso**) et **d'une durée de 5 ans**, est financé par l'Union Européenne à hauteur de 9,4 M EUR et l'Agence française de développement à hauteur de 2 M EUR.

🍷 Sierra Leone

Mise en service de la première usine de transformation du cacao

Le 23 octobre 2021, le Président sierra léonais [a procédé](#) à la mise en service de la première usine de transformation du cacao du pays à Tissor Village. **L'investissement a été réalisé** par la société locale Capitol Foods **et l'usine** a une capacité annuelle de transformation de 4 000 tonnes de fèves de cacao en masse. Elle comptera sur près de 2 831 producteurs locaux pour son approvisionnement, formés sur les bonnes pratiques culturelles par Capitol Foods, grâce à une subvention de 600 K USD du Fonds national de développement de l'agrobusiness (SLADF). Selon la FAO, la Sierra Leone était le 7^{ème} producteur de cacao en Afrique en 2019, avec une production estimée à environ 15 000 tonnes de fèves.

1,25 M USD de la Grande-Bretagne pour le secteur de l'énergie

Le gouvernement britannique [a accordé](#), à travers la Plateforme de performance pour les énergies renouvelables (REPP), un prêt de 1,25 M USD à la Sierra Leone dans le cadre du projet "Moyamba", visant à développer des mini-réseaux solaires dans les zones rurales. Le projet permettra notamment de construire et de réhabiliter 32 sites de mini-réseau solaire dans les districts de Port Loko, Kambia, Karene et Moyamba qui bénéficieront à 80 000 personnes. Dans le cadre de l'accord avec le gouvernement, la société attributaire du marché, Enercity, est tenue de fournir gratuitement un minimum d'électricité par jour aux centres de santé communautaires. Selon la Banque mondiale, le **taux d'accès à l'électricité était de 22,7%** en 2019 en Sierra Leone. L'objectif du gouvernement est d'atteindre 92% à l'horizon 2030.

🍷 Togo

30,5 M EUR de la BOAD pour le développement de la PIA

Le Président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et celui de la société Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) [ont procédé](#), le 21 octobre 2021, à la signature d'un contrat de prêt d'un montant de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR), relatif au projet de création et **d'exploitation d'une Plateforme Industrielle Intégrée d'une superficie de 132 ha** à Adétikopé.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional **d'Abidjan**
Rédacteurs : Service économique régional **d'Abidjan**, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr